

Washington veut aider la Chine et l'Inde à exploiter leurs réserves de gaz de schiste

Barack Obama promet cette nouvelle source d'énergie, qui bouscule le marché mondial

Alexei Miller, patron de Gazprom, a peut-être raison de voir dans le développement des gaz non conventionnels aux Etats-Unis une menace – voire une forme d'agression – pour les intérêts de la Russie, première puissance gazière du monde avec 25 % des réserves et 20 % de la production.

Vrai ou faux, les Américains veulent profiter de leur avance technologique et réglementaire dans ce secteur. Et l'administration Obama fait depuis plusieurs mois une promotion active de ces gaz piégés dans les schistes ou la houille (grisou) qui ne peut qu'indisposer Moscou.

Lors d'une conférence, qui a réuni vingt pays à Washington, les 23 et 24 août, le coordinateur pour les questions énergétiques internationales au département d'Etat, David Goldwyn, a souligné que les Etats-Unis avaient proposé à la Chine et à l'Inde – participant à la réunion – une aide pour évaluer et développer leurs propres ressources. Un rappel de la proposition de « partenariat » que le président américain Barack Obama avait faite en novembre 2009 à son homologue chinois Hu Jintao et au premier ministre indien, Manmohan Singh.

Les Américains soulignent les deux vertus de ces *shale gas* : ils émettent deux fois moins de CO₂ que le charbon quand ils brûlent ; les pays détenteurs de ces ressources, qui seront largement consommées localement, renforceront la sécurité de leur approvisionnement, sujet aussi sensible à Pékin et à New Delhi qu'à Washington. « Les pays ont besoin de diversifier leurs approvisionnements énergétiques », a souligné M. Goldwyn. Au passage, Washington ne serait pas mécontent que des Etats comme la Pologne et la Hongrie, où l'exploration va bon train, soient moins dépendants de la Russie.

Hors des Etats-Unis, les gisements de gaz non conventionnels ne produiront pas avant plusieurs années, pour peu qu'ils soient exploitables et rentables. Mais en rendant l'Amérique autosuffisante, ils ont déjà perturbé les équilibres. « Ils ont transformé le marché mondial de l'énergie », n'hésite pas

à affirmer M. Goldwyn. Ils vont rendre inutiles les importations de gaz naturel liquéfié (GNL) aux Etats-Unis. M. Goldwyn a jugé « tout à fait possible » qu'à terme les pétroliers installés outre-Atlantique liquéfient ces hydrocarbures et les exportent par méthaniers.

Dans l'immédiat, c'est sur les cours que les *shale gas* ont pesés. En 2009, leur afflux inattendu et la baisse de la consommation liée à la crise économique ont entraîné l'effondrement du marché au jour le jour (*spot*) : les prix sont tombés de 13 dollars, pic historique de l'été 2008, à moins de 3 dollars (par million de BTU). Si le *spot* a regagné 20 % depuis son point bas, il reste inférieur aux prix inscrits dans les contrats à long terme (largement indexé sur le pétrole), qui peuvent s'étaler sur vingt à trente ans.

Or, ce sont eux qui sont repercutés sur les consommateurs français et qui justifient, selon GDF Suez, l'augmentation de près de 15 % des tarifs réglementés intervenue depuis le 1^{er} avril. Cette envolée a contraint la ministre de l'économie, Christine Lagarde, à imposer une « pause complète » jusqu'au 1^{er} janvier 2011, tant que la Commission de régulation de l'énergie (CRE) n'aura pas rendu son audit sur la formule de hausse tarifaire.

Cette situation a aussi incité les grands fournisseurs comme GDF Suez et l'allemand E.ON Ruhrgas à rouvrir des discussions avec les compagnies des pays producteurs (Russie, Norvège, Algérie...) pour obtenir une réduction des prix inscrits dans les contrats à long terme. Même en cas d'accord, nuance un proche des négociateurs, la facture des ménages baissera peu. Et le contenu des accords gaziers relevant presque du secret-défense, le résultat des tractations ne sera pas dévoilé. « Nous ferons profiter le consommateur français de toute concession obtenue », a juste promis Gérard Mestrallet, PDG de GDF Suez, dans un récent entre-

En 2009, leur afflux a provoqué la chute des prix sur le marché

tien au *Nouvel Observateur*, tout en prévenant que « les négociations n'ont pas toutes abouti ». Elles sont particulièrement difficiles avec la Sonatrach algérienne.

Gazprom, qui assure 15 % de l'approvisionnement français, est toujours dur en négociation, mais « il veille à ce que le gaz reste une énergie compétitive », note-t-on chez GDF Suez. Surtout au moment où l'Amérique, qui produit désormais autant que la Russie, a fait perdre au géant gazier russe sa toute-puissance de naguère. De premières concessions aux groupes d'énergie européens se seraient déjà soldées par un manque à gagner de 1,6 milliard d'euros pour Gazprom, indique le quotidien des affaires russe *Vedomosti*. Quant à Statoil (Norvège), son principal concurrent sur le Vieux Continent, il aurait accepté de céder jusqu'à 30 % de sa production au prix du marché au comptant, croit savoir le journal russe.

Combien de temps ce marché restera-t-il déprimé ? « D'ici à 2012, le niveau d'avant-crise devrait être de nouveau atteint », vient d'assurer Alexander Medvedev, patron de Gazprom Export. Un horizon également retenu par GDF Suez.

D'autres experts tablent sur une remontée plus lente, notamment si les gaz non conventionnels tiennent leurs promesses. Il faut en effet réunir de nombreuses conditions : un prix de marché, insiste M. Goldwyn, des ressources en eau, des compétences techniques, des infrastructures (pipelines...), des règles environnementales, des normes de sécurité. Autant de savoir-faire, acquis depuis dix ans par les compagnies et l'administration américaines, que les Etats-Unis sont prêts à vendre pour repousser ce qu'ils considèrent désormais comme une « nouvelle frontière » de l'énergie. ■

Jean-Michel Bezat

Dans l'immédiat, les gaz non conventionnels pèsent sur les cours.

